

Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°07 - semaine du 12 au 18 février 2021

Résumé

Afghanistan : Aide de 97 M USD de la Banque mondiale.

Bangladesh : Prêt de 200 M USD de la Banque mondiale pour l'amélioration de l'assainissement en zone rurale. Le Bangladesh souhaite intégrer la New Development Bank. Baisse en trompe l'œil des prêts bancaires non provisionnés à fin 2020. Plafonnement à 30% des dividendes du secteur financier sur l'exercice 2020.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : L'inflation revient à un plus bas de 16 mois en janvier. Retour de l'indice de production industrielle en territoire positif en décembre. Resserrement du déficit commercial en janvier. *Autres informations* : L'Organisation mondiale de la santé autorise l'utilisation du vaccin AstraZeneca. Le Traité commercial entre l'Inde et Maurice approuvé par l'exécutif indien.

Maldives : Forte hausse des réserves de change en décembre. 18 199 personnes couvertes par l'allocation sociale instaurée du fait de la crise.

Népal : Demande de la Banque centrale de ne pas discriminer les entreprises en difficulté de paiement en raison de la pandémie. 1 Md NPR (8,6 M USD) alloués à l'achat de vaccins anti-Covid. La Russie prête à aider à l'expansion du réseau ferroviaire népalais. Mise à l'arrêt de 75% des PME au cours du confinement.

Pakistan : Accord entre les équipes techniques du FMI et les autorités sur quatre revues du programme. Hausse de l'indice de production industrielle pour le cinquième mois consécutif en décembre 2020, signe de la reprise de l'activité économique. Progression soutenue des transferts d'expatriés et hausse marquée des ventes de ciment sur les sept premiers mois 2020/21 ; pour la même période, le marché automobile est resté dynamique. Hausse de la rémunération des fonctionnaires de l'administration fédérale.

Sri Lanka : Baisse des échanges commerciaux en 2020. Amélioration de la confiance des chefs d'entreprises en janvier. Don de 7,8 M EUR du Japon dans le secteur de la sécurité.

INFORMATIONS PAYS

AFGHANISTAN

- **Aide de 97 M USD de la Banque mondiale.** La Banque mondiale a approuvé une subvention à l'Afghanistan qui a dû faire face à d'importantes sécheresses et a subi les conséquences de la pandémie. Cette aide devrait lui permettre d'accéder à une meilleure sécurité alimentaire et les fonds attribués abonder le projet *Drought Early Warning, Early Finance, and Early Action Project* (ENETAWF). Ce dernier a pour but de fournir des liquidités au gouvernement, ainsi qu'à près de 2,2 M d'Afghans doublement affectés par les sécheresses et l'insécurité alimentaire.

BANGLADESH

- **Prêt de 200 M USD de la Banque mondiale pour l'amélioration de l'assainissement en zone rurale.** L'accord de prêt a été signé le 9 février 2021 et vise à améliorer le réseau d'assainissement dans 78 localités (upazilas) réparties dans 4 régions (Sylhet, Chattogram, Rangpur et Mymensingh). 3,6 M de personnes résidant en zone rurale auront ainsi accès aux toilettes et 600 000 à l'eau potable. Le programme « *Rural Water, Sanitation, Hygiene (WASH) for Human Capital Development* » va directement bénéficier à 300 000 foyers ultra pauvres et financer la construction de près de 3000 systèmes communautaires d'adduction. Le prêt concessionnel de l'AID porte sur 30 ans, assorti d'un délai de grâce de 5 ans.

- **Le Bangladesh souhaite intégrer la New Development Bank.** Le ministre des Finances a officiellement exprimé le souhait d'entrer au capital de la banque de développement des BRICS, à hauteur de 1%, à côté des cinq pays fondateurs (Brésil, Russie, Inde, Chine en 2014, rejoints par l'Afrique du sud en 2015).

Basée à Shanghai, la New Development Bank (NDB) a été fondée en juillet 2015 avec un capital social de 50 Mds USD (1 M d'actions d'une valeur faciale de 100.000 USD) dont 10 Mds USD de capital libéré. Le Bangladesh s'était initialement vu proposer une participation de 0,76% équivalent à un décaissement de 382 MUSD payable en 7 ans. La NDB a offert à tous les pays membres des Nations Unies l'opportunité de souscrire à son capital.

- **Baisse en trompe l'œil des prêts bancaires non provisionnés à fin 2020.** Le montant des prêts non provisionnés (*provisional shortfalls*) des banques (hors activités offshore) a fortement baissé sur le dernier trimestre 2020, atteignant seulement 1,3 Mds BDT (12,5 M EUR) contre 66,6 Mds BDT un an plus tôt (666 M EUR) et 66,2 Mds BDT sur le 4^{ème} trimestre 2018.

Pour autant, en dépit des dispositions prises par la Banque centrale en mars 2020 pour assouplir les critères de classification des prêts non performants, 11 établissements sur 59, dont 4 banques publiques, n'ont pas été en mesure de provisionner au niveau requis sur le trimestre échu, pour un montant global de 71,5 Mds BDT (710 M EUR), à comparer à 106,4 Mds BDT fin 2019. Trois établissements publics (Agrani, BASIC et Rupali) affichent ensemble un défaut de provisionnement de 54,3 Mds BDT (543 M EUR).

- **Plafonnement à 30 % des dividendes du secteur financier sur l'exercice 2020.** Du fait de la baisse des provisionnements sur les prêts, le bénéfice net des banques devrait progresser sensiblement en 2020. La Banque centrale a ainsi décidé le 7 février dernier de plafonner le versement des dividendes à 30 % (dont 15 % en numéraire) pour les établissements bancaires dont le taux d'adéquation des fonds propres (*capital adequacy ratio* ou CAR) est égal ou supérieur à 15 %. Le plafond fixé varie de 10 à 25 %, selon le niveau des réserves obligatoires, et tombe à 5 % (soumis à l'agrément de la Banque centrale) pour les établissements avec un CAR entre 10,625 et 11,875 %. Pour rappel, en mai 2020, le régulateur a fixé à 12,5 % le seuil minimum de réserves obligatoires.

INDE

Indicateurs macroéconomiques

- **L'inflation à son plus bas niveau depuis 16 mois en janvier.** L'indice des prix à la consommation a progressé de 4,1% en glissement annuel en janvier, après 4,6 % en décembre. Si cette évolution était attendue, son ampleur a surpris le consensus des économistes qui tablaient sur 4,4 %. C'est également le deuxième mois consécutif que l'inflation revient dans la fourchette cible de la Banque centrale (4 % +/- 2 %), après huit mois en dehors.

Cette nouvelle tendance s'explique par la poursuite du reflux des prix des denrées alimentaires (2,7 % en g.a. après 3,9 % en décembre et 8,9 % en novembre) avec l'arrivée de la récolte de *kharif* et l'assouplissement progressif des contraintes du côté de l'offre. La baisse des prix de la viande et des œufs s'explique par la faible demande liée à l'apparition de grippe aviaire. Le prix du carburant a en revanche atteint un pic de 5 mois, à 5,7% en g.a. contre 4,7 % en décembre, en conformité avec l'augmentation du panier de brut indien (ICB).

L'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et carburant) a très légèrement augmenté en janvier, mais elle est restée au-dessus de 5% pour le septième mois consécutif. Avec la campagne de vaccination en cours et la reprise progressive des activités économiques en Inde, les pressions inflationnistes du côté de la demande pourraient persister et maintenir l'inflation sous-jacente proche du seuil des 5% tout au long de l'exercice budgétaire en cours.

- **Retour de l'indice de production industrielle en territoire positif en décembre.** L'IIP a augmenté de 1% en g.a. en décembre, après une contraction de 2,1% en novembre (après révision, -1,9% initialement), porté par le secteur manufacturier qui a crû de 1,6% en g.a. après une contraction de 2% en novembre. La production de composants électriques, électroniques, plastiques, pharmaceutiques, ainsi que la machinerie, a augmenté et a pallié les mauvaises performances du textile et du papier. L'augmentation de la production d'électricité se poursuit en décembre : +5,1% après 3,5% en novembre, signe de la reprise de l'activité économique. En revanche, la production minière continue de se contracter, à 4,8% après 7,3% en g.a. en novembre.

Par typologie de biens, la production de biens de consommation durables et non-durables a augmenté de 3,1% en g.a. en décembre après une contraction de 2,2 % en novembre. Cette dynamique pourrait se poursuivre davantage compte tenu de l'amélioration de la demande. La production de biens d'investissements (infrastructure et construction) a également enregistré une croissance de 0,8 % en g.a., pour la deuxième fois en l'espace de deux ans. Enfin, si la production de biens intermédiaires a augmenté de 0,4 % (-2,6 % en novembre), la composante des produits primaires a continué de se contracter pour le dixième mois consécutif.

- **Resserrement du déficit commercial en janvier.** Le déficit commercial de l'Inde a été ramené de 15,4 Mds USD en décembre (plus haut de 18 mois) à 14,5 Mds USD en janvier 2021. Tandis que le rythme des exportations s'est accéléré (+6,2 % en janvier après +0,1 % en décembre), celui des importations a ralenti dans le même temps (+2% après +7,6 %). Alors que les exportations de l'Inde se sont progressivement améliorées, les données comparatives des principaux pays asiatiques montrent que la Chine, le Vietnam et Taiwan ont enregistré une plus forte reprise de leurs exportations.

Autres informations

- **L'Organisation mondiale de la santé autorise l'utilisation du vaccin AstraZeneca.** L'OMS a déclaré avoir approuvé l'utilisation du vaccin produit par *AstraZeneca-SKBio* (Corée du Sud) et le *Serum Institute of India* (SII). Selon une prévision de distribution intermédiaire publiée la semaine dernière, l'Inde serait le plus gros destinataire de la première livraison dans le cadre du programme Covax, avec 97,2 M de doses.
- **Le Traité commercial entre l'Inde et Maurice approuvé par le Cabinet.** L'exécutif indien a approuvé la signature d'un accord de coopération économique global entre l'Inde et Maurice pour libéraliser les normes et améliorer le commerce entre les deux pays. Le Traité bilatéral couvrirait 310 articles d'exportation pour l'Inde, y

compris les produits alimentaires et les boissons, les produits agricoles, les textiles, les métaux, les articles électriques et électroniques, les plastiques et produits chimiques, le bois.

MALDIVES

- **Forte hausse des réserves de change en décembre.** Selon la Banque centrale maldivienne (MMA), le montant brut des réserves internationales a atteint 985 M USD en décembre 2020, en hausse de +30,6 % par rapport à fin 2019. Le montant des réserves a particulièrement augmenté par rapport au mois de novembre (630 M USD), cela pourrait s'expliquer par la réception d'un soutien financier indien de 250 M USD.
- **18 199 personnes couvertes par l'allocation sociale instaurée du fait de la crise.** Pour renforcer le système social durant la pandémie, le gouvernement a instauré l'an dernier une allocation de soutien COVID-19 d'un montant maximal de 5000 MVR (325 USD) destinée aux personnes ayant perdu leur emploi ou revenus du fait de la pandémie. Cette allocation couvre la période avril – décembre 2020. A la date du 11 février, 18 199 personnes ont bénéficié de cette allocation et 284 M MVR ont été déboursés. Ce programme dispose du soutien financier de la Banque mondiale.

NEPAL

- **Demande de la Banque centrale de ne pas discriminer les entreprises en difficulté de paiement en raison de la pandémie.** Dans sa révision de politique monétaire, la Banque centrale (NRB) a demandé aux banques népalaises de ne pas inscrire sur liste noire les entreprises qui rencontreraient des difficultés pour rembourser leurs prêts. Cette tolérance devrait durer jusque mi-juillet, soit la fin de l'exercice budgétaire en cours, alors que certaines banques avaient déjà menacé de dénoncer des emprunteurs comme mauvais payeurs. La révision de politique monétaire a également annoncé des plans de soutien aux entreprises en difficulté de paiement. Elles pourraient rééchelonner le remboursement de leurs prêts jusqu'à mi-juillet et de payer que 5 % de leurs intérêts, contre 10 % précédemment.
- **1 Md NPR (8,6 M USD) alloués à l'achat de vaccins anti-Covid.** Le ministère des Finances a annoncé sa décision d'acheter 2 M de doses de *Covishield* à l'Inde, en plus du million de doses données par le gouvernement indien.
- **La Russie prête à aider à l'expansion du réseau ferroviaire népalais.** A l'occasion d'un appel téléphonique au ministre des Infrastructures et des Transports, l'ambassadeur russe à Katmandou a exprimé l'intérêt de la Russie à investir dans le développement du train au Népal. La délégation russe a soumis une lettre d'intention en ce sens au ministre.
- **Mise à l'arrêt de 75% des PME lors du confinement.** Selon une étude menée par le Département de l'Industrie, du Commerce et de l'Approvisionnement, le confinement et les autres restrictions ont conduit à la fermeture de près de 75% des PME l'année dernière. Toutefois, 81% des entreprises auraient repris leur activité à la levée du confinement, mais 11% restent portes closes et 54% des entreprises ont rapporté une baisse de moitié de leur productivité.

PAKISTAN

- **Accord entre les équipes techniques du FMI et les autorités sur quatre revues du programme.** Pour mémoire, une facilité élargie de crédit a été mise en place le 3 juillet 2019 pour une durée de 39 mois et un montant d'environ 6 Mds USD (dont 1,5 Mds USD a été versé à ce stade). Si un accord sur la deuxième revue du programme au niveau des équipes techniques avait été annoncé le 27 février 2020, le déroulement de l'EFF avait été interrompu en avril 2020 suite au choc lié à la Covid-19. Les discussions se sont tenues à distance entre

Islamabad et le Fonds pendant plus de dix mois pour permettre le recalibrage du programme (*policy mix*, calendrier de réformes et de revues de l'EFF).

Le communiqué de presse publié le 16 février 2021 fait état d'un accord sur une série de mesures permettant de combiner quatre revues du programme soutenu par le Fonds (les deuxième, troisième, quatrième et cinquième). Un équilibre aurait ainsi été trouvé afin d'assurer tant le soutien à l'activité économique que la soutenabilité de la dette et l'avancée des réformes structurelles. Les équipes du Fonds rappellent que les mesures adoptées par les autorités pakistanaises en amont du choc lié à la Covid-19 ont permis de réduire les déséquilibres économiques et que toutes les cibles du programme étaient alors en voie d'être respectées.

Selon les équipes du Fonds, l'impact de la Covid-19 sur l'économie a été sensiblement réduit à l'été 2020. La situation du secteur externe s'est améliorée en raison de la progression des transferts de travailleurs expatriés, la contraction des importations et une légère reprise des exportations. Par ailleurs, les réserves brutes de changes ont doublé depuis le début du programme à 13 Mds USD en janvier 2021 (les réserves nettes ont quant à elles dépassé le seuil des 9 Mds USD en décembre 2020). Plusieurs indicateurs témoignent d'une reprise de l'activité économique. Le FMI mise ainsi sur une croissance du PIB pakistanais de 1,5 % en 2020/21, après -0,4 % sur l'exercice précédent. Il insiste toutefois sur le haut niveau d'incertitude qui prévaut encore aujourd'hui en lien avec l'évolution de la situation sanitaire au Pakistan et dans le monde.

L'examen de la deuxième revue du programme par le Conseil d'administration sur la base du rapport préparé par les équipes est attendu courant mars et pourrait conduire au décaissement de la troisième tranche, à hauteur d'environ 500 M USD.

- **Hausse de l'indice de production industrielle pour le cinquième mois consécutif en décembre 2020, signe de la reprise de l'activité économique.** L'indice *Large Scale Manufacturing* (LSM), qui contribue à 10,7 % de la formation de valeur ajoutée, progresse de 11,4 % en glissement annuel et de 13,5 % en glissement mensuel sur le seul mois de décembre. Il affiche ainsi une augmentation de 8,1 % sur le premier semestre de l'exercice 2020/21 (juillet à juin). Sur la période considérée, l'industrie textile – qui compte pour 20,9 % de l'indice – progresse de 0,7 % en glissement annuel. Les secteurs suivants enregistrent également une progression : agroalimentaire (+3,4 %), produits pétroliers (+0,3 %) et produits pharmaceutiques (+1 %). La production enregistre cependant une baisse dans un nombre limité de secteurs (5 sur 15) dont la sidérurgie (-0,1 %), l'électronique (-0,8 %) et le cuir (-0,8 %).
- **Progression soutenue des transferts d'expatriés sur les sept premiers mois 2020/21.** Les transferts de travailleurs expatriés se sont élevés à 16,5 Mds USD sur la période courant de juillet 2020 à janvier 2021, en hausse de 24,1 % en glissement annuel. Selon la Banque centrale, le dynamisme des transferts s'explique notamment par un recours accru aux canaux officiels en lien avec les restrictions actuellement imposées sur les déplacements transfrontaliers. L'Arabie saoudite demeure le premier pays d'origine des transferts sur la période considérée (27,4 % du total), suivie par les Emirats arabes unis (20,9 %) et le Royaume-Uni (13,2 %). Les transferts en provenance des Etats-Unis et des autres pays membres du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (Bahreïn, Koweït, Qatar et Oman) représentent respectivement 8,5 % et 11,5 % des transferts totaux. Le dynamisme des transferts envoyés depuis le Royaume-Uni et les Etats-Unis est particulièrement soutenu avec une augmentation de 51,4 % et 45,8 % enregistrée sur la période considérée.
- **Hausse marquée des ventes de ciment sur les sept premiers mois 2020/21.** Les ventes s'affichent en augmentation de 15,8 % en glissement annuel à 33,4 millions de tonnes entre juillet 2020 et janvier 2021. Les ventes sur le marché intérieur – qui représentent plus de 80 % du total – enregistrent une hausse de 17 % qui témoigne de la reprise du secteur de la construction, tiré notamment par les grands projets d'infrastructure et l'investissement privé dans l'immobilier encouragé par le plan de soutien sectoriel du gouvernement. Les exportations progressent également de 10,2 % sur la période considérée.

- **Un marché automobile dynamique sur les sept premiers mois 2020/21.** Les ventes de véhicules automobiles ont progressé de 22,7 % en glissement annuel pour atteindre près de 97 500 unités (hors véhicules des marques Hyundai et KIA (les ventes de cette dernière s'élevaient à 12 600 unités sur la période considérée 2020/21). La production de véhicules automobiles est également repartie à la hausse (+9,8 % en glissement annuel). La demande de véhicules est attendue en augmentation à la faveur de la reprise économique et des faibles taux d'intérêts. Les ventes de tracteurs et de motocyclettes/tricycles affichent quant à elles une progression de, respectivement, 54,6 % et 18,2 %.
- **Hausse de la rémunération des fonctionnaires de l'administration fédérale.** Cette augmentation à hauteur de 25 % pour les employés des grades 1 à 19 a été accordée via une indemnité ad-hoc (*disparity reduction allowance*) qui sera ajoutée aux rémunérations de base à compter du 1er mars 2021. Cette aide ponctuelle pourrait être intégrée dans la grille des agents lors de l'adoption de la prochaine loi de finances pour 2021/22. Cette mesure concernerait environ 48 % des agents. Son impact sur les finances publiques est estimé à plus de 130 M USD par an.

SRI LANKA

- **Baisse des échanges commerciaux en 2020.** Le solde négatif de la balance commerciale sri lankaise est tombé à -6 Mds USD au cours de l'année 2020, contre -8 Mds USD en 2019. Les exportations de l'île ont très fortement diminué en 2020, pénalisées par les restrictions imposées pour lutter contre la pandémie. Celles-ci s'élèvent à 10,1 Mds USD (-15,6 % par rapport à 2019 en g.a). Les ventes de vêtements et textiles, traditionnel premier poste d'exportation du pays reculent de -21% en g.a, à 4,4 Mds USD (soit 43,6 % des exportations totales). En outre, le pays a enregistré une diminution de ses ventes de thé à l'étranger (-7,8 % en g.a, à 1,2 Mds USD), qui restent toutefois le second poste à l'export (12,3 % du total). Les exportations de produits en caoutchouc ont chuté de -9,2 % en g.a, soit à un montant total de 786 M USD.

L'amélioration de la balance commerciale en 2020 est attribuable au recul significatif des importations (-19,5% comparé à 2019 en g.a, à 16,1 Mds USD), fortement affectées par les restrictions imposées par les autorités à partir de mi-mars 2020 et par la baisse des prix du pétrole. Les achats à l'étranger d'hydrocarbures, premier poste d'importation du pays (15,5% du total), ont baissé de -34,7 % en g.a (2,5 Mds USD). Les produits textiles s'affichent à 2,3 Mds USD, soit -19,7 % en g.a. Les importations de véhicules individuels, interdites sur la majorité de l'année, se sont effondrées (-65,3% en g.a, à 283 M USD). A l'inverse, l'achat à l'étranger de produits agroalimentaires & boissons ainsi que de produits pharmaceutiques ont augmenté de respectivement +8,9% (1,6 Md USD) et de +7,8 % (596 M USD).

- **Amélioration de la confiance des chefs d'entreprises en janvier.** L'indice relevant le degré de confiance du secteur économique (*Business Confidence Index - BCI*), publié par LMD- Nielsen, marque une augmentation sensible. Celui-ci a atteint 122 en janvier, soit un gain de +39 points par rapport au mois précédent. L'arrivée prochaine des vaccins semble faire naître de nombreuses espérances. Pour rappel, l'indice était beaucoup plus élevé en janvier 2020 (174 points). La moyenne de l'indice au cours des 12 derniers mois est de 110.
- **Don de 7,8 M EUR du Japon dans le secteur de la sécurité.** Le gouvernement du Japon compte faire don de plusieurs équipements de sécurité à la police sri lankaise et à l'Autorité aéroportuaire de Sri Lanka (AASL) en vue notamment d'accroître les capacités du pays en matière de lutte contre le terrorisme. Ce don est d'une valeur de 1 Md JPY, soit environ 7,8 M EUR. Pour rappel, Sri Lanka avait été victime d'attentats terroristes en avril 2019.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D



Auteurs : Service Économique Régional de New Delhi

Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Abonnement par email : patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.